

**Délibération n° 2018-04-05/34**

**Objet : Participations de l'aménageur GGL ZAC St Vincent – Emission des titres de recettes**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
VILLE DE PEROLS  
CONSEIL MUNICIPAL DU 5 AVRIL 2018**

L'an deux mille dix-huit, le cinq avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 30 mars 2018, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

La séance s'est déroulée à huis clos.

**Présents :** J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne – M. Pellet – J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet - B. Rodriguez – S. Riscal - F. Boyer - J.M Leindeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu - A. Jamet - S. Waselynck – B. Cosme

**Absents représentés :** F. Bertouy excusée, pouvoir à B. Conte Arranz – C. Moreteau excusée, pouvoir à B. Rodriguez – M. Litton excusé, pouvoir à J.M. Malek – A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – G. Della Ragione excusé, pouvoir à J.P. Rico – G. Riguidel excusé, pouvoir à P. Nivesse

**Absents :** A. Estève – C. Prost – C. Germain – I. Gianiel

---

***Monsieur le Maire rapporte :***

Par délibération n°2013-01-21/10 en date du 21 Janvier 2013, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de la ZAC St Vincent.

La ZAC couvre une superficie de 4.2 hectares et a pour vocation d'accueillir de l'habitat, en vue d'une mixité sociale.

Par délibération n°2013-07-04/9 en date du 4 Juillet 2013, la commune de Pérols a confié l'aménagement de cette zone à la société GGL par le biais d'une concession d'aménagement.

Le Traité de concession a été signé le 26 Mars 2014 pour une durée de 6 ans à compter de sa date de prise d'effet.

L'opération d'aménagement est actuellement en phase travaux.

Par délibération n°2015-05-27/7 du 27 Mai 2015 est intervenue l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et l'approbation du programme des équipements publics

Le dossier de réalisation faisait état des modalités prévisionnelles de financement prévoyant page 37/38 : le remboursement des études préalables à hauteur de 150 000,00 € et la participation au réinvestissement des équipements publics existants à hauteur de 1 350 000,00 €.

Par délibération en date du 26 mai 2015 est intervenue l'approbation de l'avenant au traité de concession intégrant le dossier de réalisation et le programme des équipements publics.

Aussi, dans le cadre du traité de concession et de son avenant n°1 il a été convenu en article 2 : « l'aménageur prend à sa charge le coût des études préalables antérieures à la signature des présentes exposé par la Collectivité concédante, lequel sera versé à cette dernière dès que la délibération approuvant le dossier de réalisation de la Z.A.C St Vincent sera purgée des délais de recours et de retrait administratif. »

« Le montant des participations précisé dans le bilan financier prévisionnel est précisé en annexe 2.

De plus, le traité prévoit que le paiement de la participation numéraire aux équipements publics définis dans ce bilan prévisionnel sera effectué comme suit :

- « 50% du montant sera versé à la commune dès que l'autorisation administrative accordant le premier permis de construire dans la Z.A.C St Vincent sera purgée des délais de recours et de retrait administratif.
- 50% du montant sera versé à la commune 12 mois après que l'autorisation administrative accordant le premier permis de construire dans la Z.A.C St Vincent sera purgée des délais de recours et de retrait administratif. »

A ce titre et au vu des considérations susvisées, il s'avère que la société GGL est redevable du coût des études préalables, pour un montant forfaitaire de 150 000,00 euros.

D'autre part, GGL est redevable de 50% du montant global des participations, soit 675 000,00 euros en 2018 et 675 000,00 euros en 2019.

Aussi, ces éléments vont permettre d'établir deux titres de recettes en 2018 et un titre de recettes en 2019 à la société GGL en vue de percevoir, d'une part, le remboursement des études préalables pour un montant forfaitaire de 150 000,00 € et d'autre part, 50% du montant des participations à hauteur de 675 000,00 € en 2018 et le même montant en 2019.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Se prononcer favorablement sur l'émission de deux titres de recettes pour des montants de 150 000,00 € et 675 000,00 € pour l'année 2018 ;
- Se prononcer favorablement sur l'émission d'un titre de recettes d'un montant de 675 000,00 € pour l'année 2019 ;
- Autoriser monsieur le Maire à procéder à l'ensemble des démarches administratives inhérentes à cette procédure.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 5 avril 2018  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO